



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/L.400
20 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Douzième session
Accra (Ghana)
20-25 avril 2008

**RÉSUMÉ DE L'ATELIER SUR LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT
EN AFRIQUE, RÉUNION PRÉALABLE À LA DOUZIÈME SESSION
DE LA CONFÉRENCE**

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Le 19 avril 2008, le secrétariat de la CNUCED a coorganisé avec la Fondation Friedrich Ebert Stiftung un atelier qui a réuni un groupe d'économistes africains de renom¹. Cette réunion avait pour objet de connaître le point de vue de ces spécialistes sur les problèmes liés au développement de l'Afrique afin d'éclairer les débats à la douzième session de la Conférence. Elle portait sur l'expérience acquise en matière de développement, sur les faits nouveaux intervenus aux niveaux national et mondial ainsi que sur les perspectives.
2. La principale conclusion était que les résultats économiques récents de l'Afrique avaient été satisfaisants, mais ne l'avaient pas été assez sur les plans de la durabilité et de la solidarité, et que de nouvelles politiques devaient être adoptées afin d'enregistrer une croissance soutenue et davantage partagée, de parvenir au développement et de réduire la pauvreté.

¹ Parmi ce groupe figuraient des économistes réputés de la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque africaine de développement, d'établissements de recherche de premier plan et d'ONG au Ghana, et de la Commission ghanéenne des opérations de Bourse.

3. Au cours des dernières années, l'Afrique avait connu ses taux de croissance les plus élevés depuis trente ans. Depuis 2002, la production africaine avait constamment augmenté à un rythme supérieur à celui de l'économie mondiale, le PIB progressant de 5 % environ par an, laissant à nouveau espérer que le continent puisse finalement sortir d'une longue période de stagnation économique. Le principal moteur de cette croissance avait été le prix élevé des produits de base s'expliquant par la forte demande enregistrée en Asie, en particulier en Inde et en Chine.

D'autres facteurs contribuaient à la croissance comme la hausse des apports d'aide publique au développement (même si le montant reçu était encore en deçà des engagements des donateurs), les allègements de dettes et les améliorations apportées dans une certaine mesure en matière de gestion macroéconomique.

4. Des inquiétudes persistaient néanmoins quant à la fragilité du processus de croissance, dont la pérennité était menacée, à l'image de ce qui s'était passé lors des reprises précédentes. Le nouveau cycle de croissance ne s'était pas traduit par une mutation économique structurelle et par la création d'emplois, et n'avait eu qu'un impact modeste sur la réduction de la pauvreté. L'investissement intérieur privé ne s'était redressé que dans quelques pays; l'inefficacité des systèmes financiers et les insuffisances de mécanismes de perception de l'impôt reposant de manière prépondérante sur une assiette fiscale étroite compromettaient la mobilisation des ressources intérieures. La plupart des pays n'avaient pas de stratégie bien définie pour tirer parti de l'essor actuel des produits de base et n'avaient pas réussi à profiter des avantages que procurait l'environnement commercial international en raison de leurs faibles capacités productives.

5. Par conséquent, il fallait adopter de nouvelles orientations et innover en matière de politique économique en élaborant des stratégies nationales de développement clairement définies qui identifiaient des priorités (par exemple, réduction de la pauvreté, création d'emplois, hausse de la productivité, amélioration des infrastructures et perfectionnement des compétences) et des objectifs conformes aux besoins de chaque pays.

6. Une telle réorientation devrait être favorisée par l'adoption d'un cadre macroéconomique plus souple et axé sur le développement, qui ne s'intéressait pas seulement à la lutte contre l'inflation, mais aussi aux tendances de l'économie réelle, en particulier en matière d'investissement. Le secteur privé et l'État avaient tous deux un rôle essentiel à jouer en vue de

créer un environnement propice à la réalisation des priorités nationales de développement. L'intégration interne (création de liens entre les activités économiques rurales et urbaines) et l'adoption d'une stratégie régionale pour surmonter les obstacles au développement (par exemple, les goulets d'étranglement dans les infrastructures) étaient indispensables à l'intégration économique des pays africains.

7. Des recommandations précises ont été formulées dans les domaines du commerce, en particulier des produits de base, et du financement dans le cadre de stratégies nationales de développement.

8. Concernant le commerce, les gouvernements devraient s'efforcer d'accroître leur part de la rente provenant des ressources et de la gérer de manière plus efficace. En particulier, il importait d'utiliser les recettes exceptionnelles engrangées pour accroître la productivité et l'investissement et diversifier l'activité économique. Seule l'action des pouvoirs publics permettrait d'y parvenir. Le prix élevé des denrées alimentaires pénalisait de nombreux pays africains qui étaient importateurs nets, d'où la nécessité de redoubler d'efforts pour accroître la productivité agricole, en particulier s'agissant des denrées alimentaires. Ces efforts devraient s'inscrire dans un cadre général visant à améliorer les conditions économiques et sociales, en particulier grâce à la création d'emplois.

9. Pour ce qui est du financement, il fallait s'attacher à améliorer l'intermédiation financière afin d'accroître la mobilisation des ressources intérieures, d'élargir l'accès au crédit et de satisfaire en particulier aux impératifs financiers à long terme des investisseurs. Cela s'avérerait aussi crucial pour réduire des taux d'intérêt commerciaux qui étaient actuellement trop élevés pour que l'investissement privé soit rentable, en particulier pour les petites et moyennes entreprises, notamment les petits agriculteurs. Dans un tel contexte, la création de nouvelles institutions de financement du développement était devenue une nécessité, fût-ce au sein de nouvelles structures de gouvernance s'inspirant de l'expérience acquise. Des innovations institutionnelles de ce type avaient vu le jour, par exemple au Burundi.

10. L'efficacité de ces stratégies nationales de développement dépendait du soutien des partenaires de développement ainsi que de l'instauration au niveau international d'un environnement commercial et d'une architecture financière propices. L'incapacité des pays

africains de tirer pleinement parti des possibilités offertes par la mondialisation exigeait l'adoption d'une approche factuelle des négociations et mécanismes commerciaux afin de profiter pleinement de l'essor constant du commerce Sud-Sud.
